



Broglie
27270



Mairie

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an Deux Mille Vingt Six, le vingt-cinq septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de BROGLIE légalement convoqué par monsieur Amaury LATHAM, maire de BROGLIE.

Présents : M. PAGNIE Patrice,
Mme. DUTOUR Martine,
M. GALLIER Stéphane,
Mme. DUBOC Dominique,
Mme. BEUVE Véronique,
Mme. TESSIER Laurence,
M. DELAS Jean-Baptiste,
Mme. VADELORGE Stéphanie,
M. EMO Vincent,
Mme. BRUMENT Magali,
M. DE BROGLIE Philippe-Maurice,
Mme DUFOUR Céline,
M. SEHET David.

Excusés : M. BARBANCHON Mathieu donne pouvoir à M. Amaury LATHAM

Secrétaire de séance : Mme. TESSIER Laurence

Date de 17/09/2026

convocation :

Nombre de membres en 15

exercice :

Nombre de membres 15

présents ou représentés :

Objet : Mise en place du dispositif du Service Civique et autorisation donnée au Maire de solliciter un agrément ou de recourir à l'intermédiation

Le Conseil municipal,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code du service national, notamment ses dispositions relatives à l'engagement de Service Civique ;

VU la loi n° 2010-241 du 10 mars 2010 relative au Service Civique ;

VU le décret n°2010-485 du 12 mai 2010 relatif au service civique et l'arrêté du 13 septembre 2010 relatif aux critères de versement de la majoration de l'indemnité due à la personne volontaire dans le programme de l'engagement civique ;

CONSIDÉRANT le caractère d'intérêt général des missions qui pourraient être confiées aux jeunes volontaires et les enjeux auxquels la Collectivité souhaite répondre ;

CONSIDÉRANT que ce dispositif présente un intérêt tant pour la commune que pour les jeunes de 16 à 25 ans ;

EXPOSE DES MOTIFS

Le dispositif du Service Civique Volontaire, créé par la loi du 10 mars 2010 et le décret n°2010-485 du 12 Mai 2010, s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans et jusqu'à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap, sans condition de diplôme qui souhaitent



s'engager pour une période de 6 à 12 mois auprès d'un organisme à but non lucratif (association) ou une personne morale de droit public (collectivités locales, établissement public ou services de l'état) pour accomplir une mission d'intérêt général dans l'un des 9 domaines reconnus prioritaires pour la nation : solidarité, santé, éducation pour tous, culture et loisirs, sport, environnement, mémoire et citoyenneté, développement international et action humanitaire, intervention d'urgence.

Le service civique s'inscrit dans le Code du Service National et non pas dans le Code du Travail. Les missions de service civique doivent permettre aux jeunes d'expérimenter ou de développer de nouveaux projets au service de la population, de démultiplier l'impact d'actions existantes en touchant davantage de bénéficiaires, ou de renforcer la qualité du service déjà rendu par les agents à la population.

L'objectif de l'engagement de Service Civique est à la fois de mobiliser la jeunesse face à l'ampleur de nos défis sociaux et environnementaux, et de proposer aux jeunes un nouveau cadre d'engagement, dans lequel ils pourront mûrir, gagner en confiance en eux, en compétence, et prendre le temps de réfléchir à leur propre avenir, tant citoyen que professionnel.

Quatre conditions doivent être remplies par l'organisme d'accueil pour recourir au service civique :

- Les volontaires doivent être engagés sur des missions utiles à la société, permettant de répondre aux besoins de la population et des territoires.
- Les volontaires doivent intervenir en complément de l'action des agents publics et ne doit pas s'y substituer.
- Les missions proposées dans le cadre du service civique s'adressent à tous les jeunes de 16 à 25 ans et ne peuvent pas exclure les jeunes n'ayant pas de diplômes ou de qualification. Des prérequis en termes de compétences particulières, d'expérience professionnelle ou bénévole préalables ne peuvent être exigés aux volontaires. Le savoir être et la motivation doivent prévaloir.
- Le service civique doit permettre aux volontaires de vivre une expérience de mixité sociale, dans un environnement différent de celui où il évolue habituellement.
- Un agrément est délivré pour 3 ans à l'organisme d'accueil, sous réserve de l'accord préalable de l'Agence du Service Civique.

Le contrat de service civique n'est pas un contrat de travail. Il doit être signé avant le démarrage de la mission, selon les conditions et modalités suivantes :

- Le temps de travail représente au moins 24 heures hebdomadaires. - Il donne lieu à une indemnité (correspondant à 36,11% de la rémunération mensuelle afférente à l'indice brut 244 de la fonction publique, soit 522,87 euros brut versée directement par l'Etat au volontaire, ainsi qu'à la prise en charge des coûts afférents à la protection sociale par l'Etat. L'organisme d'accueil verse au jeune une indemnité complémentaire pour les frais d'alimentation et de transport (correspondant à 7,43% de la rémunération mensuelle afférente à l'indice brut 244 de la fonction publique, soit 107,58 € net mensuel en nature, par virement bancaire ou en numéraire.
- Un tuteur doit être désigné au sein de l'organisme d'accueil. Il sera chargé de préparer et d'accompagner le volontaire dans la réalisation de ses missions.





– Une formation civique et citoyenne doit être dispensée par l'organisme d'accueil, comprenant de manière obligatoire une formation aux premiers secours.

Notre collectivité souhaite s'inscrire dans ce dispositif afin de permettre à 1 jeune volontaire d'accomplir un service civique dans le cadre des missions suivantes :

- **Participation aux actions en direction de la jeunesse**
- **Culture, Mémoire et patrimoine communal**
- **Numérique et accès aux services publics**

Compte tenu de ces éléments, il vous est proposé :

- De mettre en place le dispositif du service civique à partir du 1er janvier 2027, pour une durée de 10 mois et pour un temps de travail de 35 heures hebdomadaires ;
- D'instruire un dossier d'agrément pour la commune de Broglie au titre de l'engagement dans le dispositif du service civique auprès de la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale (DRJSCS) ;
- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer le contrat d'engagement de service civique avec le/la volontaire, ainsi que les documents afférents ;
- D'ouvrir les crédits nécessaires pour le versement d'une prestation complémentaire par virement bancaire d'un montant de 107,58€ par mois pour la prise en charge des frais d'alimentation et de transport ;
- De dégager les moyens humains, matériels et financiers, nécessaires à la qualité de l'accueil du/de la volontaire et de la mise en œuvre des missions ainsi qu'à promouvoir et valoriser le dispositif et ses acteurs, notamment auprès des jeunes.

Après avoir entendu M. le Maire, qui a rapporté ce dossier en ces termes ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

APPROUVE le recrutement d'un contrat de service civique pour une mission dans le domaine de l'animation et de la citoyenneté, à partir du 1er janvier 2027, pour une durée de 10 mois et pour un temps de travail de 35 heures hebdomadaires.

AUTORISE le dépôt d'un dossier d'agrément de la commune de BROGLIE au titre de l'engagement dans le dispositif du service civique auprès de la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale (DRJSCS).

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer le contrat d'engagement de service civique avec le/la volontaire, ainsi que les documents afférents.

APPROUVE l'ouverture des crédits nécessaires pour le versement d'une prestation complémentaire par virement bancaire d'un montant de 107,58 € par mois (soit 1290,96 € par an) pour la prise en charge des frais d'alimentation et de transport.

INDIQUE que les moyens humains, matériels et financiers, nécessaires à la qualité de l'accueil du/de la volontaire et de la mise en œuvre des missions ainsi qu'à promouvoir et valoriser le dispositif et ses acteurs, notamment auprès des jeunes, seront mis en œuvre.

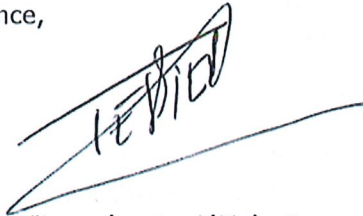


Le Maire est chargé de l'exécution de la présente décision.

Pour extrait certifié conforme,

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,

La secrétaire de séance,
Laurence TESSIER



Le Maire,
Amaury LATHAM



Caractère exécutoire : "La présente délibération est exécutoire dès sa transmission au représentant de l'État dans le département, conformément aux articles L. 2131-1 et R. 2131-1 du CGCT."

Recours : "La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif d'Evreux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission en préfecture."

Rendu Exécutoire après Dépôt



en Préfecture
le 29/09/2026
et Publication ou Notification
du

le Maire

